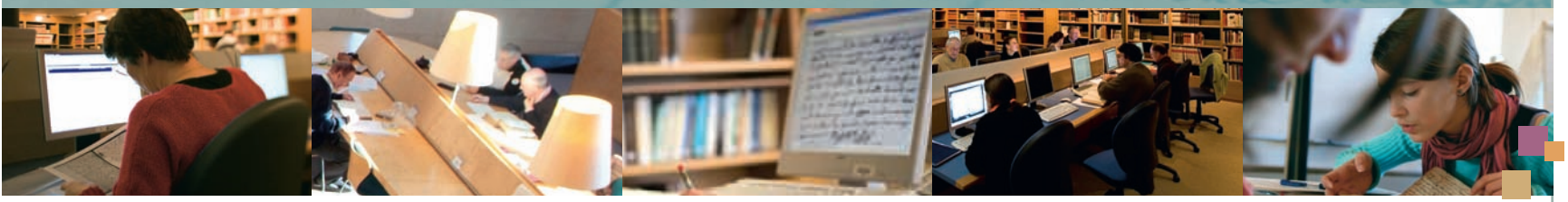
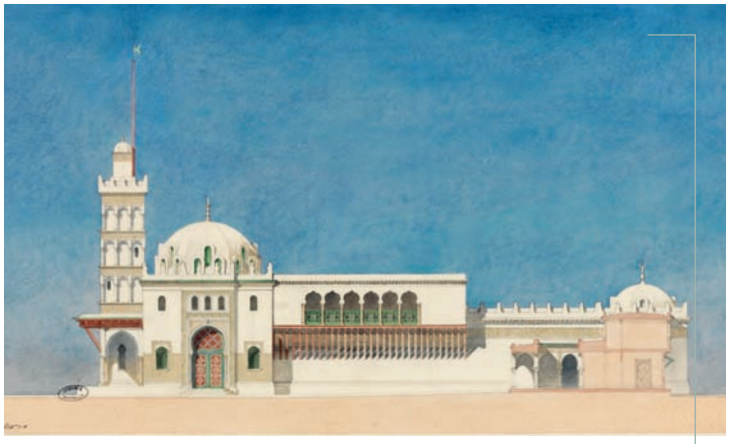


4. Une politique diversifiée en direction des publics

4.1. Les expositions au sein du réseau des Archives en France

Cette année encore, les Archives nationales ont présenté un programme d'expositions d'une grande richesse mettant en avant les connaissances accumulées par les travaux de classement et d'analyse menés dans les sections scientifiques, notamment à travers des expositions dossiers qui ont connu un beau succès : « Le roi est mort, vive le roi : Henri IV » pour le 400e anniversaire de son assassinat et « L'élan du 18 juin » à l'occasion du 70e anniversaire de l'appel du général de Gaulle. Chacune a présenté un choix restreint mais significatif de documents remis dans leur contexte, avec un livret d'accompagnement présentant un point historiographique et les notices des documents.

De son côté, la grande exposition 2010 des Archives nationales, « Exotiques expositions… Les expositions universelles et les cultures extra-européennes. France, 1855-1937 », a eu abondamment les honneurs de la presse et attiré près de 39 000 visiteurs. Une muséographie claire et innovante ainsi que des reconstitutions multimédia agrémentaient la présentation des nombreux documents issus principalement des fonds de la section du XIXe siècle. Une partie de cette exposition devait être montrée au Caire en début d'année 2011, mais les événements politiques et la révolution égyptienne ont suspendu ce projet. Une exposition lancée en novembre 2009 et terminée en février 2010, « La Révolution à la poursuite du crime », avait, quant à elle, réunit 27 500 visiteurs.



Façade du Pavillon de l'Algérie sur l'avenue centrale des Invalides (dessin aquarellé de l'architecte A. Ballu), « Exotiques expositions », 2010.

Les archives départementales témoignent de leur grande activité, avec plus de 520 expositions. Ce nombre est en légère, mais constante, augmentation (400 en 2007). Ces expositions ont accueilli plus de 280 000 visiteurs (dont 71 379 scolaires), soit 538 visiteurs en moyenne par exposition. À ce chiffre global s'ajoutent les 960 000 personnes qui ont pu découvrir, sur des bateaux de la Brittany Ferries et à la gare maritime d'Ouistreham, des tirages de photos issues des archives du Calvados.

« Impressionnistes et photographes : regards croisés », archives départementales de Seine-Maritime, avril-novembre 2010

« Anglais Russes Italiens à Cannes avant 1939 », archives municipales de Cannes, septembre 2010-juin 2011

« Un commerce pour gens ordinaires ? La Rochelle et la traite négrière au XVIIIe siècle », archives départementales de la Charente-Maritime, mai-septembre 2010

« Marseille au Moyen Âge. La ville oubliée », archives municipales de Marseille, juin-novembre 2010

Hormis ce cas qui se rencontre rarement, la plupart des expositions d'archives attirent en réalité beaucoup moins de visiteurs ; on constate en lisant les rapports annuels des services départementaux que 1 200 ou 1 500 visiteurs sont de très bons chiffres. Notons cependant l'exposition « Jours de fête en Provence », des archives des Bouches-du-Rhône, qui a attiré plus de 3 000 visiteurs, et « La Touraine divisée, la ligne de démarcation » des archives de l'Indre-et-Loire, avec plus de 6 300 visiteurs.

Les archives communales, quant à elles, ont réalisé plus de 300 expositions en 2010 (chiffre stable depuis plusieurs années). L'estimation de leur fréquentation tourne autour de 165 000 visiteurs (soit 461 personnes par exposition en moyenne), dont 23 120 scolaires. Là aussi, une de ces expositions fait monter les taux de fréquentation : l'exposition « 1860 et ses commémorations », à Chambéry, organisée conjointement par le service des archives, la médiathèque et les musées municipaux à l'occasion du centenaire du rattachement de la Savoie à la France, a compté plus de 15 750 visiteurs. Mais aussi, parmi les plus importantes fréquentations, notons l'exposition des archives de Bressuire, « Bressuire, cité de la viande » (4 625 visiteurs), celle des archives de Marseille sur « Marseille au Moyen Âge » (4 485 visiteurs), ou bien celle des archives de Saumur : « Ne bougeons plus ! », exposition de photos anciennes (1862-1912), avec 3 115 visiteurs. Citons également la dimension commémorative souvent assurée par les services d'archives, telle l'exposition des archives d'Amiens, « Mai 1940, 70e anniversaire du bombardement d'Amiens » (900 visiteurs), ou celle des archives de Versailles, « 120 ans d'histoire versaillaise du 5e régiment du Génie », réalisée à l'occasion de la dissolution du dernier régiment de la ville, et qui a reçu 1 765 visiteurs sur le seul mois de son ouverture.

Il va de soi que les chiffres de fréquentation ne sont pas (toujours) directement liés à la qualité des expositions ! Les lieux, les sujets, les types de documents (iconographiques ou non) ainsi que les moyens alloués à la communication peuvent fortement influer sur le nombre de visiteurs.

Notons que 63 départements ont créé en 2010 des expositions itinérantes pouvant être présentées sur tout leur territoire, voire au-delà, et que les chiffres montrent que ce sont ces expositions itinérantes, bien souvent composées de reproductions sur panneaux, qui, allant au-devant des visiteurs, sont les plus vues : les archives du Morbihan comptabilisent ainsi 15 750 visiteurs pour leurs expositions itinérantes, les archives du Nord, qui ont prêté 98 expositions, comptabilisent 25 000 visiteurs et les archives des Yvelines, 13 000 visiteurs.

Dans le même souci d'élargir le spectre de leur public, 52 départements et 42 communes ont réalisé des expositions virtuelles sur leur site Internet à la diffusion la plus large et plus pérenne, comme par exemple « La Côte-d'Or en vue d'oiseau. Une cartographie (XVe-XIXe siècle) » ou bien l'exposition « Fernand Watteeuw » réalisée sur le site Internet des archives de l'Oise en même temps que l'exposition de photographies. Pour les réalisations communales de l'année, retenons en particulier l'exposition multimédia de Pontivy sur le quartier de Tréleau réalisée en partie avec l'aide de scolaires dans le cadre d'un atelier pédagogique orienté vers la collecte de témoignages oraux. Ces expositions en ligne sont parfois utilisées comme alternative aux expositions traditionnelles ou comme complément. Certains services, par exemple aux archives départementales du Cantal, des Ardennes, du Var ou de l'Aisne, utilisent le modèle, plus ou moins riche, de leur logiciel, qui permet d'éditer des reproductions des documents exposés et, éventuellement, les textes d'accompagnement.

« Auguste Pavie, l'explorateur aux pieds nus », exposition virtuelle des ANOM

« 1910, l'Anjou sous les eaux », archives départementales de Maine-et-Loire, avril-septembre 2010

« L'Algérie, archives et récits. Un siècle de colonisation à travers les carnets d'Orient de Jacques Ferrandez », archives départementales des Bouches-du-Rhône, mars-mai 2010

« À vous de jouer ! », archives départementales de la Somme, novembre 2010-janvier 2011

On peut rattacher à cette catégorie d'expositions en ligne les « documents du mois », que proposent de nombreux services. Le Puy-de-Dôme met à disposition des « Cahiers des archives » en utilisant pour présenter textes et documents le même outil que pour les instruments de recherche. Les Pyrénées-Atlantiques, elles, proposent l'intéressant premier volet des « Mémoires de guerre 1936-1939-1945 », consacré au camp de Gurs, qui se présente sous la forme d'un fichier PDF interactif consultable en ligne et permettant l'agrandissement et l'impression des documents présentés.

Une alternative à l'exposition en ligne peut être aussi de rendre possible le téléchargement du catalogue de l'exposition, comme l'a fait la Somme, par exemple pour ses « Trois petites notes de musique » et pour « Demandez le programme », ou encore la consultation en ligne du catalogue, comme en Ille-et-Vilaine pour l'exposition consacrée à Tony Vaccaro.

Parmi cette dernière catégorie d'expositions virtuelles, nous pouvons également mentionner l'exposition multimédia « Auguste Pavie, l'explorateur aux pieds nus » réalisée par les Archives nationales d'outre-mer en même temps que la sortie d'une publication sur ce sujet, mais aussi la mise en ligne, par les Archives nationales, des albums des expositions universelles à l'occasion de l'exposition « Exotiques expositions ».

JBA/LG

4.2. Conférences, colloques et politique de recherche

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la restructuration du ministère de la Culture et de la Communication, le pilotage d'une politique nationale de recherche du secteur « archives » est désormais partagé au sein de la direction générale des patrimoines entre le département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique (DPRPS) et le service interministériel des Archives de France. Ainsi les deux principaux dossiers portés par les Archives de France sont devenus, fin 2010, des projets repris par le comité de la recherche de la direction générale des patrimoines. Ils ont associé les différents secteurs patrimoniaux dans le cadre de deux programmes pluriannuels : « le patrimoine de la traite négrière, de l'esclavage et de ses abolitions », dans la continuité du guide des sources élaboré par le réseau des services français d'archives en 2007, ainsi que « le patrimoine équestre », visant à valoriser les opérations de collecte des archives des haras nationaux promues ces dernières années par les Archives de France et réalisées par de nombreux services départementaux d'archives.

Les Archives nationales ont, de leur côté, tout en travaillant à leur futur projet scientifique, culturel et éducatif, continué de proposer, souvent en partenariat avec des universitaires ou des chercheurs du CNRS, une offre fournie de journées d'études et de colloques sur les multiples thèmes sur lesquels son personnel scientifique a travaillé. Se sont tenues ainsi des journées d'études sur « La France et les Français en Russie (1789-1917) : quelles sources pour de nouvelles approches ? », « Les papiers Jean Zay » ou encore « Les expositions universelles en France au XIXe siècle : techniques, publics, patrimoines », mais également des cycles de conférences, comme « Écriture en Archives », composé de huit conférences, et « Trésors du patrimoine écrit » (en partenariat avec l'Institut national du patrimoine et en alternance avec la Bibliothèque nationale de France), composé de six conférences (dont « Les plans de l'agence d'architecture du Louvre et des Tuileries », « Les registres d'armoiries du

Premier Empire », « Le testament et les codicilles de Louis-Philippe », « Le discours du général de Gaulle à l'Albert Hall de Londres le 18 juin 1942 », etc…).

Pour les Archives nationales d'outre-mer, ont été organisés, en février 2010, une journée d'études sur « Colonisation et modernisation : un mariage improbable ? » et, en mars 2010, un colloque international sur « Démonter les empires coloniaux » (coorganisé avec les universités de Paris-VIII et Paris-Sorbonne ainsi que la Caisse des dépôts). Un colloque de techniques archivistiques et informatiques sur les formats de description EAD et EAC-CPF a été également monté, en juin 2010, en partenariat avec le service interministériel des Archives de France.

Aux Archives nationales du monde du travail, une conférence a été donnée sur les « Archives du mouvement social et l'exemple des archives d'Eugène Descamps, dirigeant de la JOC, de la CFTC et de la CFDT, professeur associé de l'université Paris X-Nanterre », et, avec le CNAHES, une journée sur les archives de l'enfance protégée : « Public-privé dans le champ de l'enfance en difficulté (XIXe-XXe siècle), quelle dialectique ? ». À ce titre, les actes du colloque « Écrits protégés, écrits ignorés : le suivi social des jeunes à travers leur dossier » organisé par les Archives de France et le CNAHES aux archives départementales de Maine-et-Loire en janvier 2007 ainsi que ceux du séminaire qui l'avait précédé à Paris, en janvier de la même année, « La question des dossiers de jeunes. Médecine, action sociale et promotion judiciaire : problématique d'une politique d'archivage des dossiers de mineurs », ont été publiés par les Archives de France à la Documentation française en 2010 dans la collection Actes de colloques.

De leur côté, 47 services d'archives départementales et 24 services d'archives communales ont organisé des journées d'études et des colloques (le plus souvent en partenariat avec des universités ou des sociétés savantes). Citons, à titre d'exemple, les colloques « Aux sources de l'annexion de la Savoie à la France » (AD Savoie) et « De la gloire de Dieu à la gloire du prince » (AD Meurthe-et-Moselle, au château de Lunéville), ou encore les deux conférences autour du champagne aux AD de l'Aube (dont « Le champagne et les Anglais »), les deux conférences données aux archives municipales d'Amiens sur l'histoire de la ville durant la Seconde Guerre mondiale, les cinq conférences données aux archives municipales de Cluses sur l'histoire du Faucigny au Moyen Âge et le colloque tenu aux archives municipales de Sanary-sur-Mer, « Sur les pas des exilés allemands ». Par ailleurs, des lectures d'archives participent à la mise en valeur de certains fonds.

On constate sans surprise que les recherches ainsi mises en valeur par les services d'archives concernent généralement l'histoire, ses sources et son écriture. La recherche plus strictement patrimoniale, muséale ou en histoire de l'art semble plus en retrait, comme étant l'une des sous-parties de l'histoire générale, à l'exception peut-être de ce qui concerne le patrimoine immatériel, très souvent abordé par les services d'archives, qui est traité comme faisant partie de l'historiographie. Si l'histoire du droit est rarement abordée en tant que telle, l'histoire administrative sous-tend en revanche la plupart des sujets traités.

JBA

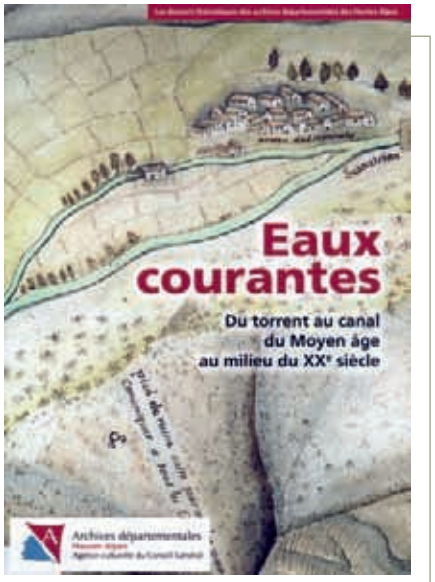
4.3. La politique éditoriale

Les publications de 2010 sont pour beaucoup des monographies sur des sujets historiques ou sur des personnalités de renommée nationale ou locale, comme en témoignent celles, nombreuses, traitant du débarquement allié de 1944 et, plus généralement, de la Deuxième Guerre mondiale : *La ligne de démarcation en Indre-et-Loire (1940-1944)*, aux archives départementales de l'Indre-et-Loire ; *La bataille des Alpes*, dans les Alpes-de-Haute-Provence ; *Tony Vaccaro*, en Ille-et-Vilaine ; ou encore *De gré ou de force : l'expulsion des Mosellans, 1940-1945*, *Résistances et clandestinité dans l'Aude* et les *Mémoires de résistance de Joseph Lanet* publiés par les archives départementales de l'Hérault. Sauf exception (comme le guide de sources *De l'exil espagnol à la Libération : les années 1939-1945 en Ariège*), l'ensemble de ces publications thématiques est constitué de catalogues d'exposition.

Les publications parues en 2010 ne sont liées qu'exceptionnellement au calendrier des célébrations nationales de cette même année : *1910, l'Anjou sous les eaux*, aux archives départementales de Maine-et-Loire ; *Pologne et Polonais au temps de Frédéric Chopin*, dans l'Indre ; *L'annexion de la Savoie à la France*, à Chambéry. Les catalogues *Allers et retours en Russie : regards sur les*

À la conquête des droits en Saône-et-Loire, cahier d'activités, archives départementales de Saône-et-Loire, novembre 2010

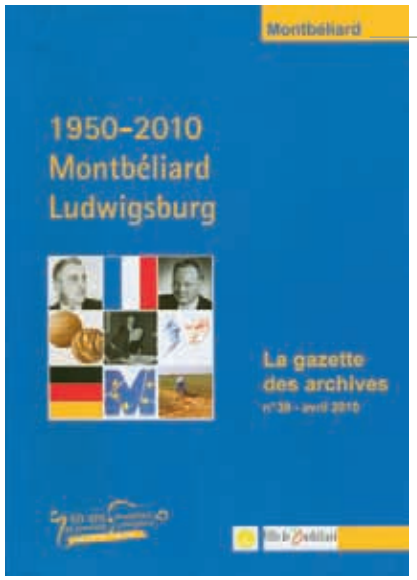
Festival des nuits de Bourgogne, inventaire, archives départementales de la Côte-d'Or, 2010



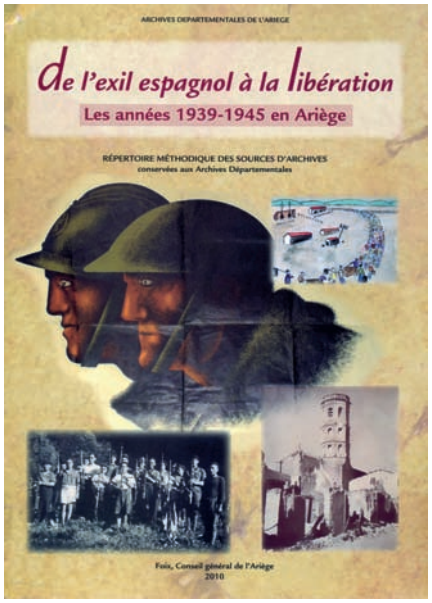
Eaux courantes. Du torrent au canal du Moyen Âge au milieu du xxe siècle, coll. « Les dossiers thématiques des archives départementales des Hautes-Alpes », archives départementales des Hautes-Alpes, 2010

Une dynastie de peintres verriers. Les Brière à Levallois-Perret, catalogue de l'exposition du conseil général et des archives départementales des Hauts-de-Seine, décembre 2010

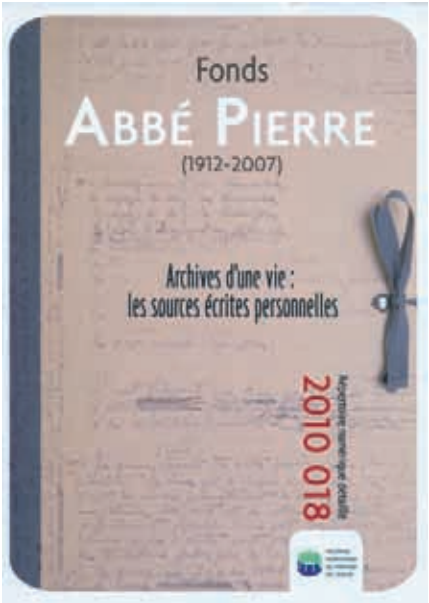
Guide des procédures à l'usage des correspondants-archives, archives départementales de la Haute-Savoie, 2010



1950-2010, Montbéliard Ludwigsburg, « La Gazette des archives », n° 39, archives municipales de Montbéliard, avril 2010



De l'exil espagnol à la Libération : les années 1939-1945 en Ariège. Répertoire méthodique des sources d'archives, archives départementales de l'Ariège, 2010



Fonds Abbé Pierre (1912-2007). Archives d'une vie : les sources écrites personnelles, répertoire numérique détaillé établi par les ANMT de Roubaix, 2010

relations franco-russes en Loire-Atlantique et *Billankoursk : 150 ans de présence russe à Boulogne-Billancourt* sont, quant à eux, à rattacher à l'année France-Russie.

Les publications consacrées exclusivement au Moyen Âge, comme dans le Calvados, sont désormais assez rares. Des thèmes restent porteurs : l'eau et les canaux (Hautes-Alpes, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire), les voies de communication et la notion de frontière, et, avec ce thème, celui des réfugiés de guerre, de l'immigration et du tourisme (Loiret, Lot-et-Garonne, Haute-Savoie, Vosges), les femmes (Loire-Atlantique, Val-de-Marne), les animaux (Somme), le sport (Somme, Chalon-sur-Saône), la photographie et son histoire (Calvados, Pyrénées-Orientales, Boulogne-sur-Mer, Saumur)… On note également un certain intérêt pour les parcours d'individus pris dans les tourmentes collectives, qu'il faut peut-être rattacher aux recherches généalogiques sur l'époque contemporaine et à la microhistoire (*Itinéraires juifs en Lot-et-Garonne : récits de vie, 1939-1945*).

Quelques services s'attachent avec succès à publier des vade-mecum sur les archives, l'archivage et l'archivage électronique destinés aux services versants (Haute-Savoie, Tarn).

La politique éditoriale de plusieurs services se développe à travers des publications sérielles, collections ou revues (Archives nationales, Calvados, Hérault, Isère, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Annecy, Lyon, Perpignan, Pontarlier).

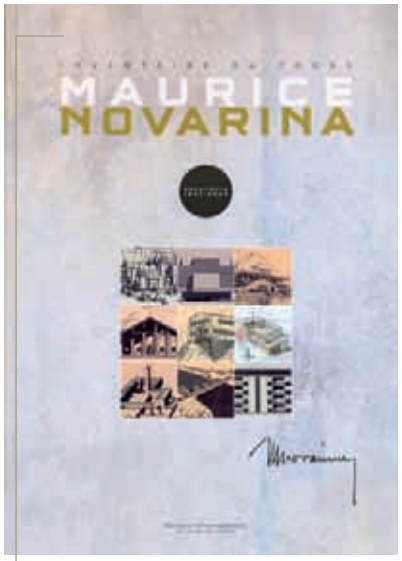
Les services à compétence nationale publient sous forme de coédition avec un éditeur national (Somogy pour les Archives nationales – site de Paris – et les Archives nationales du monde du travail, Images en manœuvres éditions pour les Archives nationales d'outre-mer). Si l'on excepte les archives départementales de Seine-et-Marne, qui publient en partenariat avec les éditions Lieux-Dits, de nombreux services ont recours à des éditeurs régionaux (Libel pour la Lozère, OREP éditions pour la Manche, Silvana Editoriale pour les Alpes-Maritimes et Chambéry), ou travaillent directement avec un imprimeur, qui est parfois l'imprimerie du département.

La publication en ligne d'une version électronique de l'ouvrage papier est une tendance qui se développe, comme par exemple sur Calaméo, plate-forme de publication et de partage de documents utilisée dans l'Oise. Même si de nombreux services font encore le choix d'offrir au public des instruments de recherche sur papier (Paris, Haute-Savoie, Tarn, Vosges), le papier tend à être réservé aux catalogues, aux brochures d'exposition et, dans une certaine mesure, aux publications pédagogiques (qui paraissent aussi assez souvent en ligne).

Entre ces deux pôles, désormais traditionnels, de l'activité éditoriale des services d'archives français, un produit éditorial intermédiaire ou hybride subsiste : le livre accompagné d'un cédérom (*Une dynastie de peintres verriers : les Brière à Levallois-Perret*, archives départementales des Hauts-de-Seine) ou d'un DVD (*De gré ou de force*). Les publications multimédia sans accompagnement d'un ouvrage papier sont plus rares (*Itinéraires juifs en Lot-et-Garonne*).

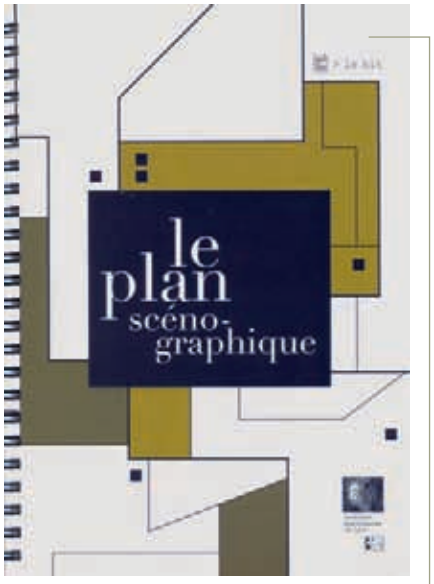
Comme ailleurs, le format retenu pour les publications en ligne (hors instruments de recherche) est le plus souvent le PDF. Les publications en ligne ne font pas toujours l'objet d'un versionnage et ne comportent pas systématiquement un ISBN, ce qui s'avère problématique. Quant aux liens permanents, utilisant une URL pérenne, ils sont malheureusement rares.

AR



Inventaire des archives de l'architecte Maurice Novarina, 1867-2007 : répertoire méthodique, archives départementales de la Haute-Savoie, juillet 2010

Papiers Jean Zay : répertoire numérique détaillé, Archives nationales, 2010



Le plan scénographique de Lyon vers 1550, outil créé par le service pédagogique des archives municipales de Lyon, 2010

Les pompiers de Pontalier du XVIIe siècle à nos jours, fascicule de l'exposition, archives municipales de Pontarlier, 2010

Légendes. Contes inédits de Mayotte, tome II, archives départementales de Mayotte, 2010

4.4. Observatoire des publics

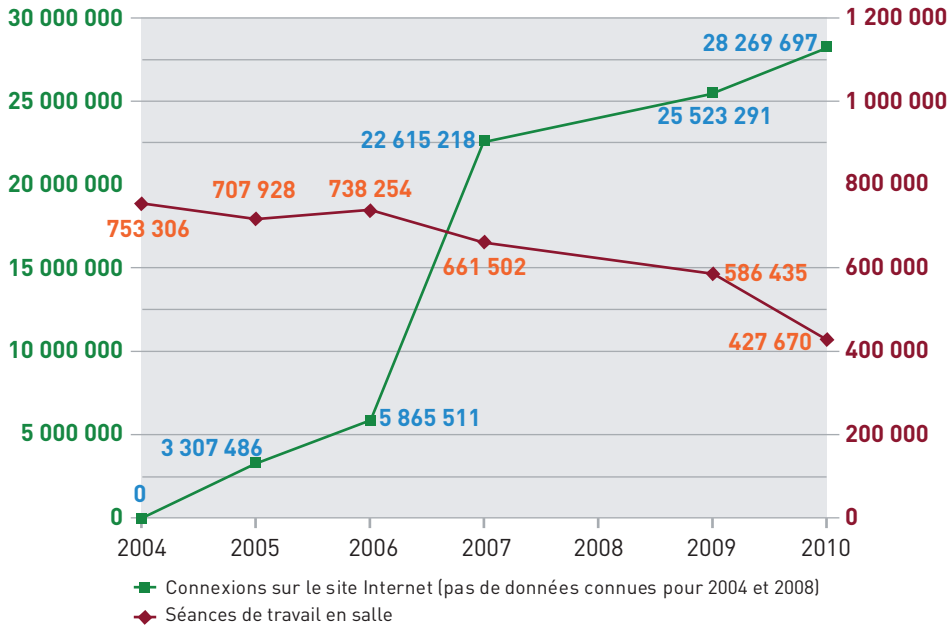
Dans le cadre de la RGPP, qui a modifié en profondeur les structures du ministère dans les premières semaines de l'année 2010 et donné naissance au service interministériel, les Archives de France ne disposent plus d'un département des publics : ses compétences et les personnels afférents ont été réunis au sein d'un département des publics transversal commun à tous les secteurs patrimoniaux. Ce département néanmoins n'a pu prendre en compte encore les données des services d'archives issues de l'enquête annuelle pour l'année 2010 et, donc, fournir des études complexes correspondantes. Voici cependant les enseignements essentiels qu'il convient de tirer des chiffres collectés.

Les archives départementales

En 2010, les 122 508 lecteurs (personnes physiques) dénombrés ont effectué 439 508 séances de travail dans les services départementaux d'archives pour un total de 1 776 633 communications, soit une moyenne d'environ 14 communications par lecteur.

La fréquentation des sites Internet des archives départementales est en forte augmentation, passant de 22 807 963 connexions en 2009 à 28 889 308 en 2010, soit une augmentation de 19,6 %. Le nombre de pages consultées s'élève ainsi à plus de 1 milliard 858 millions pour l'année 2010, soit une moyenne d'environ 64 pages consultées par connexion. En 2009, le nombre de pages consultées était de plus de 1 milliard 300 millions. On observe donc là aussi une augmentation de 28,3 %. Les

Évolution du mode d'accès aux archives de 2004 à 2010 (archives départementales)



sessions de consultation des documents numérisés et mis en ligne sont donc non seulement plus nombreuses, mais également plus denses.

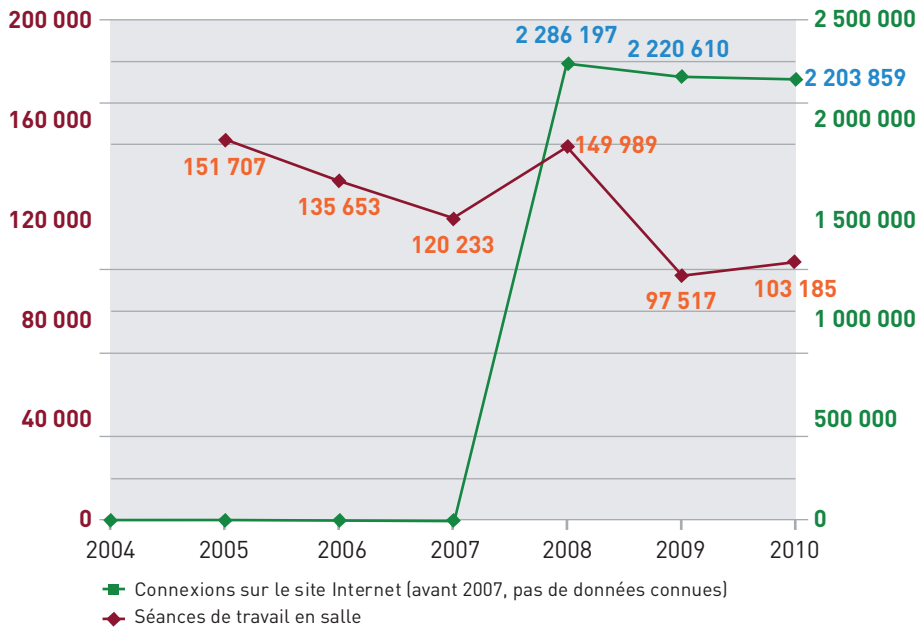
La tendance générale constatée depuis 2004 montre de façon claire une baisse des consultations en salle et une hausse très rapide des consultations en ligne : on passe de plus de 700 000 séances en salle en 2005 à seulement 440 000 environ en 2010, tandis que le nombre de connexions sur les sites Internet des archives départementales passe de 3 307 486 à 28 889 308.

Le transfert d'un mode de consultation vers l'autre est cependant plus complexe qu'il n'y paraît : des services n'ayant pas encore d'archives en ligne en 2010 ont vu leurs consultations en salle baisser, d'autres, pourvus d'un site fourni et ayant de nouveaux locaux, constatent une fréquentation physique en hausse. D'autre part, la réforme du cursus universitaire et de l'enseignement de l'histoire semble avoir bousculé les pratiques en profondeur. Des études fines devront être menées à l'avenir pour éclaircir ces transferts.

Les archives municipales

En 2010, les services d'archives municipales ont accueilli 51 958 visiteurs, dont 15 170 généalogistes et 9 493 scientifiques, pour un total de 481 800 communications, soit une moyenne d'environ 9 articles consultés par lecteur. Ces lecteurs ont effectué un total de 103 748 séances de travail. En 2009, les séances de travail s'étaient chiffrées à 97 100 ; il y a donc eu 6 648 séances de travail de plus, ce qui représente une augmentation de 56,8 %.

Évolution du mode d'accès aux archives de 2004 à 2010 (archives municipales)



Les séances de travail sur Internet ont représenté 2 043 665 connexions pour un total de 31 045 367 pages visionnées, soit une moyenne d'environ 15 pages consultées par connexion.

Là aussi, un regard rétrospectif permet d'apprécier l'évolution sur plusieurs années (depuis 2008). Le rapport entre les séances en salle et les séances sur Internet reste néanmoins bien plus équilibré que pour les archives départementales : près de 15 fois plus de séances par Internet, tandis que le rapport s'établit à près de 35 fois plus de séances par Internet pour les archives départementales.

JBA/MR

Les dérogations aux délais légaux de communicabilité des archives publiques (Code du patrimoine, article L 213-3)

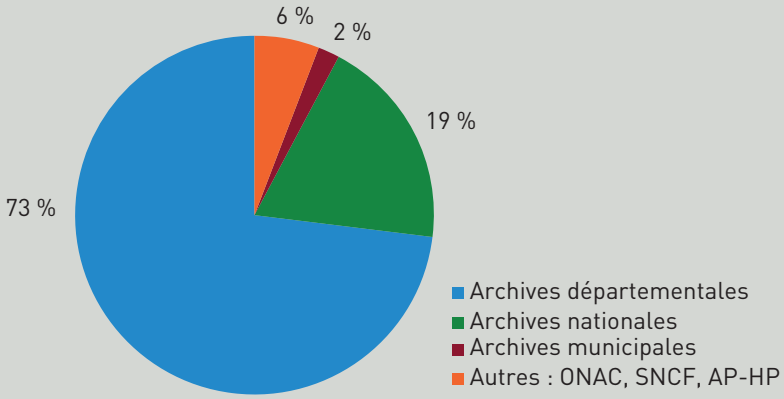
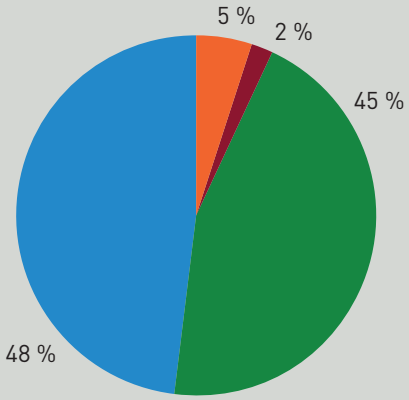
En quelques chiffres :
– 1 518 demandes de dérogation ont été soumises à la signature du ministre en 2010 ;
– 29 353 articles sollicités ;
– 93 % d'accords ;
– 35 saisines CADA : 16 avis favorables et 19 défavorables à la consultation.

Depuis la mise en application de la nouvelle loi sur les archives en juillet 2008, le nombre de ces demandes semble stabilisé : 1 537 demandes en 2009 contre 1 518 en 2010.

Nouvelle procédure pour les généalogistes professionnels :

La circulaire du 5 juillet 2010 sur la procédure d'accès par dérogation à l'état civil de moins de 75 ans pour les généalogistes professionnels a considérablement diminué le nombre de courriers échangés et simplifié la partie administrative de la procédure en délivrant une autorisation de consultation nationale valable sur deux ans. 468 généalogistes professionnels en ont bénéficié dans les 12 mois qui ont suivi la mise en place de cette nouvelle procédure.

Répartition des articles demandés en dérogation par service instructeur en 2010



Répartition des demandes de dérogation par service instructeur en 2010